

FENETRE SUR UN MASSACRE

PROCES VALPREDÀ - GARGAMELLI



INTRODUCTION...

Cette brochure a été réalisée essentiellement à partir d'un texte publié en commun par des camarades de la Fédération anarchiste italienne, des groupes anarchistes fédérés, et des groupes d'initiative anarchiste. Nous y avons apporté un certain nombre de précisions nécessaires au lecteur français ainsi que certaines modifications.

La publication de cette brochure répond pour nous à plusieurs objectifs :

— D'abord, nous la considérons comme le point de départ de toute une campagne en faveur de nos camarades italiens incarcérés. Elle est un support nécessaire pour que cette campagne ait un sens basé sur un minimum de compréhension de la situation italienne de la part des militants ou sympathisants qui y participent de près ou de loin, ou qui simplement se sentiront concernés,

— ensuite, elle peut être le point de départ d'une discussion politique sur le sens et le contenu que nous devons donner à des manifestations d'internationalisme.

En effet, pourquoi une campagne en France, sur un procès romain, qui concerne quelques anarchistes italiens ?

C'est que bien sûr, ces camarades sont innocents, qu'ils sont victimes d'une des machinations les plus claires de la part de la bourgeoisie, depuis bien longtemps, et qu'ils risquent la prison à vie, sinon la peine de mort, qui n'existe pas en Italie.

Mais cela n'est pas tout ! Des camarades emprisonnés, victimes de la Société de classe, il y en a partout. Il suffit de lire quotidiennement la presse !

Mais c'est aussi que le cas plus spécifique de ce procès, et de cette « conspiration fasciste » peut et doit nous ouvrir des horizons politiques plus nets en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire en France.

Comment peut-on s'en tenir à une analyse propre à chaque pays, à l'heure du marché commun, à l'heure où des fractions du capitalisme s'unifient par delà les frontières de pays avancés d'Europe, à l'heure où la stratégie de la tension (faire peur à la petite et moyenne bourgeoisie pour la faire basculer dans le camp de la réaction) semble être adoptée à des degrés différents, non seulement en Italie, mais aussi en France (amplification du phénomène gauchiste), en Angleterre (la brigade de la colère et le procès de nos camarades anglais), en Allemagne (la bande à Baader).

A nous de faire jouer l'internationalisme, à nous aussi de l'infléchir pour qu'il ne soit ni « béat », ni du type « soutien inconditionnel aux luttes du tiers-monde », mais qu'il permette de commencer une discussion au sein du mouvement révolutionnaire sur une éventuelle stratégie dans les pays industrialisés, face à des situations qui se ressemblent sans que le « fétichisme du parti à construire » fasse supposer à toute une frange de militants que toute une série de problèmes est déjà résolue par ce gadget.

Cette brochure est donc au sens propre du terme « DISCUTABLE ».

Elle contient des faiblesses, des points peu clairs, et peut-être des erreurs d'analyse.

Discutons-en, en luttant pour que nos camarades Valpreda, Gargamelli et Mander sortent de prison.

Le 23 février aura lieu le procès contre les anarchistes injustement accusés d'être les inspirateurs, les organisateurs, les exécutants de la série d'attentats terroristes qui eurent lieu le 12 décembre 1969 à Rome (autel de la Patrie :

2 blessés — Banque nationale du travail : 13 blessés) et à Milan (Banque nationale de l'agriculture : 16 morts et 90 blessés).

Injustement accusés, tout le monde le sait maintenant. Et lorsque nous disons tout le monde, ce n'est pas l'ensemble du petit monde de la gauche extraparlamentaire italienne, ou quelques intellectuels plus ou moins éclairés, mais bien toute une fraction de « l'opinion publique » influencée par les PCI, PSI, démocrates-chrétiens de gauche, qui ont été obligés de le dire dans leur presse, à la radio, au parlement ou même dans la rue. En effet, devant le danger que représentait pour ces formations cette manœuvre fasciste qui visait à entraîner la fin du centre gauche, et la résurrection d'un centre droit proméricain, elles dûrent rendre « publique » toute la série de « scandales » dont nous parlerons plus loin.

D'autres, la droite, les fascistes, ils la connaissent aussi la vérité, mais eux n'ont aucun intérêt à la révéler pour la bonne raison que ce sont eux, les inspirateurs, les organisateurs, les exécutants.

Le Procès des anarchistes, Borghèse, Valpreda, Gargamelli et Mander revêt donc dans ce contexte une importance considérable dont l'enjeu, au delà de la liberté de quatre camarades, se trouve être une lutte à mort entre le fascisme renaissant et des possibilités révolutionnaires qui se sont affirmées au cours des dernières années.

Nous allons essayer de retracer les faits et de les replacer dans leur contexte économique et politique.

A partir de 1968, le conflit entre d'un côté, un capitalisme de moyenne et petite industrie, plus les gros industriels (Olivetti) liés aux intérêts des U.S.A. et de l'autre, un capitalisme avancé de type monopoliste étatique (Fiat, Pirelli, ENI, IRI, Montedison, etc...) s'intensifie.

Ces derniers menacent directement les intérêts américains, sur le marché international, en entrant avec lui en concurrence directe (Fiat avec Ford, Pirelli avec Firestone et les grands trusts pétroliers...) si bien que les conditions d'une graduelle absorption de la petite et moyenne industrie dans les gros trusts économiques, se précisent face à des menaces de faillites ou de fermetures.

Ces contradictions au début invisibles deviennent vite une lutte où tous les coups sont permis. Après des modifications au sein de la « Confindustria » (1) les deux camps commencent à se délimiter avec plus de précision : d'un côté les « réactionnaires » vassaux de l'impérialisme U.S. et alliés de la Grèce fasciste, de l'autre, les « réformistes » qui se sentent devenus assez forts pour ne plus défendre un capital étranger, qui les oblige à payer des dépenses de guerre (Vietnam - Moyen Orient) la compétition spatiale, et à subir donc les conséquences des dévaluations et inflations qui se succèdent. Ce qu'ils veulent, c'est ouvrir leur propre champ d'exploitation, en utilisant un système apparemment plus démocratique, mais sensiblement plus rationnel (2).

C'est au cœur de ce conflit qu'est né le PSU (Parti Socialiste unitaire) rlier à voir avec le PSU français, agent de la CIA, allié de la petite et moyenne industrie.

C'est dans ce cadre que le PCI abandonne définitivement tout comportement pseudo-révolutionnaire pour se faire le garant de la continuation du système, de l'augmentation de la productivité, de la marginalisation vis-à-vis des centres économiques du pouvoir US et du développement dans un sens technobureaucratique des structures

socio-économiques italiennes. L'espace laissé libre à gauche par le déplacement du jeu politique, va amener la naissance du « Manifesto » qui participe à la fois du jeu parlementaire classique et du « gauchisme ». L'appartenance à ce groupe politique de certains bureaucrates des syndicats de la métallurgie et de théoriciens d'une stratégie de participation des ouvriers au niveau de l'atelier (dénommée contre-pouvoir) témoigne bien de la finalité politique réformiste du Manifesto.

Mais plus important, nous semble le développement d'un mouvement gauchiste qui, à partir d'un aspect sectoriel et épisodique en est venu à acquérir un caractère libertaire, en favorisant l'autonomie des luttes ouvrières, par rapport aux syndicats principalement, et qui menace de rendre impossible la « paix sociale ». Cela ne doit pas cependant nous cacher les faiblesses et les limites de ce mouvement, qui ont nom : inexpérience, dilettantisme, sectarisme, spontanéisme, dogmatisme, centralisme. Ces carences apparaissent nettement avec l'essoufflement du mouvement ouvrier dès 1970. La fin des contrats collectifs de travail a mobilisé de vastes couches populaires, et sert de base pour le lancement de revendications plus avancées, et moins récupérables par le système. Face à la fin de ces contrats, et au fait qu'une partie des masses ouvrières sont en train de prendre conscience que le réel objectif de la lutte doit être la fin de l'exploitation, le Patronat et la classe dirigeante sont divisés, et leurs contradictions se reflètent aussi au parlement entre les réformistes et les réactionnaires.

Les solutions des réformistes dans ce domaine semblent inadéquates aux exigences de la période : le mouvement révolutionnaire avance toujours, contraignant les syndicats et le PCI à des récupérations perpétuelles, pour éviter de se trouver en position trop difficile. Le projet d'unification syndicale (CGIL-CISL-UTL) est pour l'instant du moins, encore insuffisant, pour exercer un plein contrôle sur la situation. Cet état de choses, objectivement dangereux pour le capitalisme, amène les grands industriels à accepter que momentanément du moins, ce soit la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie qui mène le jeu : (3)

— On commence alors à constater une série d'attentats, d'aspect clairement fascistes, qui culminerait dans la tentative de massacre du 25 avril 1969 à la gare centrale et à la foire de Milan. Pour cet attentat seront accusés les anarchistes, dont aucun n'est plus détenu pour ces faits, parce que la magistrature, face à l'évidence des faits, n'a pas réussi à soutenir l'accusation, mais qui ont fait quand même jusqu'à deux années de « prison préventive » avant leur procès. C'est au cours de ce procès qu'éclatait à nouveau l'affaire du « dossier grec ». Ce dossier, certifié authentique et arrivé entre les mains d'un journaliste anglais de « l'Observer » est un rapport de la police grecque en Italie, à ses supérieurs en Grèce, sur l'état de la subversion fasciste en Italie, et sur les liaisons entre les agents grecs et les milieux de droite italiens. Ce rapport contient en particulier le fameux paragraphe :

« Il n'a pas été possible de réaliser avant le 25 avril les actions prévues antérieurement. Cette modification de nos plans nous a été imposée par la difficulté de pénétrer dans le pavillon Fiat. Les deux actions ont produit un effet considérable... »

Or c'est bien de cette action qu'étaient accusés les camarades :

— la Bourse a des soubresauts artificiels propres à épouvanter la petite et moyenne bourgeoisie,

— on assiste alors à une autre série d'attentats sur les trains (août 69) pour lesquels seront inculpés les anarchistes (Pinelli comme anarchiste et cheminot); aujourd'hui, il

est prouvé que ce furent des attentats fascistes (s'il en était besoin, car qui se permettraient de tenter de tuer des innocents sinon des fascistes). Les responsables, les néonazis, de Trévise, Ventura, Freda et Trinco ont été mis en liberté provisoire.

— la police a un comportement de plus en plus agressif vis-à-vis des piquets de grèves et des manifestations ouvrières. Les cas les plus graves sont ceux qui se terminent à Turin avec les bagarres du « Corso Traiano » et à Milan avec la mort du policier Amnarunna.

Ce dernier épisode fut exploité pour exacerber l'esprit réactionnaire de la petite bourgeoisie et justifier les craintes contre le projet de désarmement de la police (4), puis déchaîner ultérieurement la répression et préparer le climat pour le massacre du 12 décembre.

Amnarunna fut tué dans un heurt entre deux jeeps, et malgré cela, assuré sans équivoque par un témoignage précis filmé par la télévision française, les autorités donnèrent une fausse version : une agression des manifestants. Les responsables du pouvoir constitué se répandirent en déclarations contre les « lâches agresseurs », contre les « bandits », contre les « sanguinaires anarchistes ». Saragat qu'on ne peut croire mal informé, en sa qualité de Président de la République et de membre du PSU, se montra ultra-rapide à soutenir la thèse de la police avec le télégramme suivant, excellente préparation pour le climat qui suivra le 12 décembre :

« L'assassinat barbare du jeune agent de 22 ans Amnarunna... non seulement offense la conscience des italiens, mais encore est un défi absurde et sauvage aux manifestations des travailleurs, pour une solution humaine à l'angoissant problème du logement. (5)

» Ce crime odieux doit amener tout le monde à isoler et à mettre en position de ne plus nuire, les délinquants dont le but est la destruction de la vie, et doit réveiller non seulement dans les sphères de l'Etat et du Gouvernement, mais surtout dans la conscience des citoyens, la solidarité de ceux qui défendent la loi et la liberté commune... »

— Le PSU et toute la droite parlementaire s'abandonne à d'hystériques rappels à l'ordre.

— Le 12 décembre, explosent à Milan et à Rome les fameuses bombes; des morts, des blessés. Il s'ensuit un climat de « chasse à la sorcière », de « lynchage moral » et de « terreur blanche », merveilleusement orchestré par toute la presse bourgeoise et la gauche officielle.

Dans ce climat, Pinelli après trois jours de détention illégale à la Questure de Milan en est jeté par la fenêtre du 4^e étage. Et tout de suite après « les monstres », les « bêtes sauvages », les « assassins », les « anarchistes » sont pris en chasse par la justice. (6).

— Pour la grande bourgeoisie qui se voudrait indépendante des USA, cette stratégie comporte un risque. voir se freiner le processus de rationalisation économique. Elle a accepté de courir ce risque, et elle même donne l'exemple avec des licenciements, des dénonciations, se faisant ainsi la complice du terrorisme et des massacres. Elle est capable de supporter un arrêt obligatoire, douloureux mais nécessaire dans ces plans de développement. Par sa complicité, elle a pu tenir tout sous un contrôle vigilant et, ainsi, au moment opportun tenter de reprendre en main la situation.

Dans la manœuvre réactionnaire et complexe orchestrée par la CIA, les néofascistes et l'espionnage grec, on tendait donc à un double but :

1. D'un côté freiner le processus de rationalisation économique, que la grande industrie grâce à l'appui de la gauche officielle était en train d'opérer, évitant ainsi la défaite de la petite et moyenne bourgeoisie nationale.

2. D'un autre côté, frapper le mouvement révolutionnaire qui au cours des derniers mois se renforçait.

— Le premier but est clairement manqué pour des raisons de développement économique. Les grands monopoles (même s'ils se masquent de manière toujours différente) ont beau jeu sur les petits industriels présomptueux. Aujourd'hui, ces petits capitalistes, officiellement sortis (mais en réalité mis à la porte) de la Confindustria, et réunis dans la CONFAPI, vont pleurer au ministère de l'industrie et reçoivent des éloges (« vous êtes l'épine dorsale de l'économie italienne ») et la promesse de demeurer même dans le programme général de développement du système.

— Le deuxième objectif, se montre sous un jour différent. Les patrons toujours en lutte entre eux pour des raisons d'intérêts, de domination et de conquête de marchés, dans les moments de crise (c'est depuis l'automne 69 que l'économie italienne est « en crise » et que la productivité n'augmente plus) retrouvent l'unité contre les ennemis communs, ces extrémistes qui ne discutent pas sur la meilleure façon, la plus humaine, d'exploiter, mais combattent et veulent abolir l'exploitation elle-même.

Voilà comment grande et petite industrie et l'appareil d'Etat se sont trouvés fraterniser pour soutenir l'absurde montage contre les camarades incarcérés pour les attentats du 25 avril et du 12 décembre 1969.

Montage, nous l'avons vu pour le 25 avril, voyons maintenant pour le 12 décembre (7).

*
**

Une heure après l'attentat de Milan, des tracts imprimés signés par des groupes fascistes sont distribués à Rome et à Milan, qui accusent les anarchistes, dénoncent le péril rouge et prônent un coup d'Etat.

Une heure après ! Une heure pour imprimer des milliers de tracts ! Ils étaient bien sûr prêts avant et cela est déjà l'une des meilleures preuves qui accablent les fascistes.

RESUMONS FAITS ET TEMOIGNAGES

— **Le 13 décembre**, le lendemain donc, Udolenke, un « beatnik » allemand se présente à la police pour témoigner qu'un mois auparavant trois jeunes siciliens lui ont proposé de faire des attentats à Rome et à Milan. (L'un d'eux est Stefano Golatà, responsable MSI (8) de Catane).

— **Le 14 décembre**, l'avocat Ambrosini confie à un vieil ami communiste avoir participé au siège d'« Ordine nuovo » (9) à une réunion préparatoire aux attentats. Il écrit une lettre à cet ami et à Restivo, Ministre de l'Intérieur. Mais cela ne sera divulgué que bien plus tard et prouve que dès le début, le Gouvernement et le PC connaissaient la réalité des faits. A partir de ce jour, on ne pourra plus approcher Ambrosini.

— **Le 15 décembre** le corps de Giuseppe Pinelli, chemiot anarchiste, arrêté immédiatement après le massacre de Milan est jeté par la fenêtre de la Questure.

La police parle d'abord d'un suicide qui « prouve la culpabilité de l'anarchiste ». Ensuite la version sera, qu'il n'était qu'un témoin important; enfin la thèse finale est qu'il « était complètement étranger aux attentats ». Tous

les témoignages de la police se contredisent au lendemain de sa mort. Il est mort à 0 h 3, puis aux environs de minuit, puis à 11 h 57. Or, l'enquête fait état d'un appel téléphonique de la Questure pour une ambulance et ce à 0 h 58. Il fallait donc bien que Pinelli tomba avant l'appel téléphonique, ou bien cela signifiait qu'il était mort avant la chute. Or le premier communiqué de la police confirme le témoignage d'un journaliste de « l'Unità » (10) qui se trouvant dans la cour de la Questure vit le corps tomber à 0 heure 3 minutes.

Pinelli était mort ou moribond avant d'être jeté par la fenêtre.

Autre contradiction : les policiers affirment qu'ils ont tenté de l'empêcher de sauter en le retenant par un pied, et qu'une chaussure leur est restée dans les mains; or le même témoignage affirme que Pinelli avait bien ses deux chaussures lorsqu'il gisait dans la cour de la Questure.

Enfin l'autopsie, faite seulement deux années après sa mort révéla qu'il y avait à la hauteur du cou une fracture ne pouvant résulter d'une chute de 4 étages, mais pouvant entraîner la mort. C'est la fracture typique d'un coup de karaté.

Il est clair que Pinelli a été assassiné par le commissaire Calabresi et ses flics Lo Grano, Panessa, Mucilli, Mainardi et Caracuta présents dans la pièce. Calabresi est un « social démocrate » formé à l'école de la CIA. Lui et ses flics recevront par la suite de l'avancement. Il porte ensuite plainte contre « Lotta Continua » qui l'accusait de la mort de Pinelli, mais est à son tour dénoncé judiciairement par la femme de Pinelli, aucun des deux procès n'a jusqu'à présent eut lieu... l'enquête est en cours...

— Le lendemain, **le 16 décembre**, il faut un autre coupable. Ce sera Valpreda et ses camarades Mander, Gargamelli, Borghèse. Il a été « reconnu » par un chauffeur de taxi, Rolandi qui l'a conduit jusqu'à la Banque de l'agriculture où il accomplit son acte. C'est le seul témoignage contre lui mais on en profite grâce à la « gloire » d'avoir arrêté le coupable pour arrêter un grand nombre de révolutionnaires dans toutes les villes d'Italie. Mais on arrête en même temps un certain Merlino, fasciste notoire qui faisait partie du groupe.

— **Le 25 décembre 69** disparaît Armando Calzolari, administrateur du Front national du prince Julio Valerio Borghèse. Son corps sera retrouvé un mois après dans un puits, assassiné. La contre-enquête révélera qu'il n'était pas d'accord avec ses amis fascistes sur la tactique des bombes... Mais il savait et il fallait le supprimer.

— **16 janvier 70.** — Udo Lenke, coupable d'avoir dénoncé le fasciste Stefano Galata, est arrêté pour « trafic de drogue ». Il est en ce moment « éloigné » dans une clinique psychiatrique de Perouse.

— **27 septembre 70.** — Cinq anarchistes calabrais meurent dans un accident de voiture, au même endroit où quelques années avant la femme de Valerio Borghèse trouvait la mort. Un camion a freiné brutalement devant eux. Deux d'entre eux étaient cités par la défense pour le procès de Valpreda, et participaient à une contre-enquête. La veille, le père de l'un d'eux recevait un coup de fil d'un ami brigadier, déconseillant à son fils de partir...

— **16 juillet 71.** — Le « super-témoin » Rolandi meurt. Il venait d'être prouvé qu'il avait reçu 50 millions pour reconnaître Valpreda. Cardiaque, on lui fait assez souvent des piqûres; dans la dernière le liquide était absent... seule une bulle d'air... embolie. Mais rassurons-nous, son témoignage contre Valpreda est quand-même valable, en vertu d'une loi du 23 juin 70, qui accorde toute la valeur

d'un témoignage même après la mort du témoin... Au moins il ne pourra plus revenir dessus.

— **Novembre 71.** — L'avocat Ambrosini, témoin de la première heure, « se suicide » en se jetant par la fenêtre du 8ème étage de l'hôpital où il était en observation. Il venait d'être transféré à cet étage, et quelques minutes avant sa mort, sa femme l'avait trouvé en « pleine forme ».

Ainsi, tous ceux qui « savaient », tous ceux que la défense pouvait utiliser, ont disparu avant le procès. Par ailleurs, deux des inculpés, Borghèse et Mander, ont été déclarés « débiles mentaux » par les psychiatres, ce qui annulera de fait leurs témoignages et permettra de charger plus lourdement les deux autres : « Le monstre Valpreda » et Gargamelli.

Nous avons vu pourquoi cette opération a été montée au niveau économique et politique : exacerber les tendances fascistes dans la petite bourgeoisie, faire taire et réprimer tous ceux qui mettent en danger la paix sociale, ressusciter le sentiment national, et pour certains permettre l'installation au pouvoir d'un état fort ou d'une junte militaire.

Techniquement comment cela s'est réalisé ?

Depuis 67, les groupes fascistes extraparlimentaires, qui s'opposent théoriquement au MSI parlementaire, mais qui en réalité sont financés par lui et ne peuvent vivre que par lui, vont tenter une nouvelle tactique : l'entrisme dans les groupes d'extrême-gauche suivant la tactique de la tension sociale.

A Rome se crée un Mouvement nazi-maoïste portant à son comble la confusion politique et idéologique. Un peu partout, des fascistes se reconvertissent, participent aux manifestations de l'extrême-gauche, changent de visage, utilisent des concepts de cette extrême-gauche, etc., pénètrent dans les groupes de toutes tendances. Beaucoup seront démasqués, mais pas tous, bien sûr.

Il est clair pour nous que le problème de l'infiltration des fascistes dans les groupes révolutionnaires, n'est que secondairement un problème technique d'organisation. C'est un problème politique de fond qui ne se résout pas par un supercloisonnement. (Il suffit de prendre des précautions élémentaires qui certes n'ont peut-être pas été prises), mais par une critique des thèmes et de l'idéologie avancée par les groupes extra-parlementaires, et à ce niveau, tous les groupes sont **responsables** : idéalisation de la violence pour la violence, adhésion mystique à toutes les formes de révolte et d'émeute, opacité des buts réellement poursuivis par ces groupes : car c'est sur ces buts, ouvertement déclarés et largement discutés, que l'ambiguïté n'est plus possible avec les fascistes... et que par conséquent les moyens tendront à ne plus se confondre.

Après Mai 68, Merlino (co-inceulpé avec Valpreda) crée à Rome un groupe XXII Mars qui fera long feu, et pas illusion, vu ses orientations clairement fascistes. Alors qu'un groupe d'anarchistes crée, lui, un 22 Mars Romain, sorte de lieu de rencontre, de discussion, et d'action, très ouvert, Merlino va s'y introduire avec 1 ou 2 de ses amis. Il est toujours en contact avec ses amis fascistes, mais plus discrètement, car officiellement il n'est plus le même.

Autour de lui, va se monter la provocation, bien que la majorité des camarades du 22 Mars se méfient de lui. Mais c'est un personnage secondaire dans la hiérarchie fasciste, indicateur de police à l'occasion. Il est arrêté en même temps que Valpreda, Mander, Borghèse et Gargamelli comme membre du 22 Mars et coupable des attentats. Il donne un premier alibi qui s'avère faux, puis un second qui ne pourra jamais être vérifié. Il prétend s'être rendu chez Stefano Delle Chiare (son supérieur dans ses relations

avec les fascistes). Mais celui-ci a disparu depuis, et il ne sera, bien sûr, pas au procès.

Après ce second alibi, Merlino joue son rôle : il dénonce les 4 anarchistes. Il sait que ce sont eux les auteurs, il en a parlé avec eux, mais il ne peut donner aucune autre preuve que sa parole!

En fait pour l'instant, Merlino est sacrifié; il n'a pas été payé de son infiltration, puisqu'il est en prison depuis 2 années. Il ne peut pas parler puisqu'il est trop compromis et qu'il a, lui, probablement participé à au moins un des attentats. Il n'en demeure pas moins qu'il est l'un des éléments gênants pour l'accusation. Ainsi donc, les fascistes se sont servis du fait que l'un des leurs s'était infiltré dans le 22 Mars, pour faire tomber les accusations sur Valpreda et ses camarades.

Pourquoi l'opération a-t-elle été montée par l'intermédiaire de ce groupe anarchiste romain? Il est clair que ce n'est pas parce que les anarchistes sont les plus dangereux en Italie, mais parce qu'ils répondaient à trois objectifs :

1) Pouvoir réprimer plus facilement toute l'extrême gauche et le mouvement ouvrier.

2) Ne pas risquer une grande solidarité de la part des autres groupes, et d'une partie de l'opinion publique.

3) Ce groupe du 22 Mars était probablement plus infiltrable que d'autres.

Il est clair qu'au début ces objectifs ont réussi. Les anarchistes sont relativement isolés, et représentent, pour l'imagerie populaire, la terreur, les bombes, la violence. De plus, dans le climat de tension sociale qui existe en Italie depuis la guerre, les cas de violence, de révoltes individuels, d'attentats, sont monnaie courante du nord au sud, de la part des opprimés. De plus aussi, le mouvement du 22 Mars était assez isolé, au sein même du mouvement anarchiste (rappelons qu'au début, « Umanità Nuova », organe de la Fédération anarchiste italienne, signalait un communiqué déclarant que Valpreda n'était pas anarchiste, et que le 22 Mars était un groupe fasciste — la panique s'est emparée de tous les groupes révolutionnaires — et ce sont des gens de la base, militants ou non, qui ont réagi les premiers).

Mais progressivement, tout le monde s'est ressaisi, tant la vérité était flagrante, tant les preuves accablaient les fascistes, les Calabresi, les colonels grecs, la CIA.

Si l'isolement n'a pas duré longtemps, c'est qu'au-delà de la solidarité avec les camarades emprisonnés, le problème clairement posé en Italie est celui d'une alternative fasciste réelle au jeu traditionnel de la démocratie bourgeoise allait-elle jeter définitivement bas son masque?

Car enfin jusqu'à quand la démocratie bourgeoise pourra-t-elle jouer à gauche et à droite en même temps? S'appuyer sur la droite en ce qui concerne le pouvoir politique et administratif, et sur la gauche (les syndicats) en ce qui concerne l'ordre et la productivité dans les usines,

Pas longtemps peut-être, dans la mesure où si les luttes ouvrières reprennent leur second souffle, cette grande bourgeoisie aura peut-être intérêt à lâcher la bride à cette droite de la petite et moyenne industrie qui, même si l'on considère qu'elle n'est pas dans le sens de l'histoire et du développement économique, peut s'appuyer sur un formidable potentiel fasciste dans la population italienne : (N'oublions pas que malgré ses désirs de développement et d'autonomie, le grand capital italien n'a pu régler le problème du Sud, de son industrialisation, de sa réforme agraire. « N'oublions pas non plus l'importance du secteur tertiaire, peu contrôlé politiquement par la gauche). Il n'en est de meilleure preuve que les récents événements

de Reggio de Calabria, où une année d'émeutes d'une rare violence secouèrent toute la vie politique italienne. Il est clair maintenant que ce mouvement, malgré le triomphalisme débile de l'extrême gauche, a été entièrement quadrillé, contrôlé, discipliné par les groupes fascistes et le MSI, qui ont su profiter de l'exaspération populaire pour imposer leur politique régionaliste, et corporatiste. Autre preuve, c'est le triomphe de MSI dans le Sud et en Sicile aux dernières élections partielles, qui fait des scores de 40 % dans des villes comme Palerme, et atteint souvent de 20 à 30 %. A qui le MSI a-t-il pris son électorat ? A la démocratie chrétienne, au centre, le PCI, lui, se maintenant. Il est clair que le seul rempart institutionnel au fascisme devient de plus en plus le PCI et les syndicats. Mais si ceux-ci sont « lâchés » par la grande industrie dans la mesure où ils ne seraient plus capables de jouer leur rôle d'encadrement de la classe ouvrière, il n'est pas non plus certain que cette grande industrie puisse continuer à jouer son jeu « réformateur » : cf. L'élection de Leone à la présidence de la République, homme de droite, avocat de la Mafia.

Alors, la seule possibilité de défaite du fascisme dépendra de masses ouvrières, de fractions des paysans et des classes moyennes.

Or pouvons-nous affirmer que ces forces sont suffisamment dégagées du syndicalisme, du stalinisme, du réformisme, pour jouer ce rôle ? L'optimisme à ce sujet a souvent joué de sales tours aux révolutionnaires. En tout cas, il est clair que l'alternative entre fascisme et révolution doit être envisagée et que notre attention doit se fixer sur l'intensification des luttes, leur autonomisation, et leurs facultés offensives.

L'offensive du pouvoir d'état n'a pas cessé de s'intensifier après la série des attentats du 12 décembre. Examinons ce processus dans ses grandes lignes.

Passé le 12 décembre, après un premier instant de panique et d'ordre, après des crises gouvernementales, les provocations reprennent sur une vaste échelle. La série des attentats fascistes continue dans toute l'Italie. Les épisodes les plus graves sont : La bombe fasciste à la gare de Vérone en été 1970 qui, à cause d'une erreur ne provoque pas de massacre; les attentats fascistes à Reggio de Calabre, dont les responsables, les fascistes connus Shrinzi et Pardo (voir « L'Etat-Massacre ») ont été lavés de l'accusation de tentative de massacre; le criminel attentat contre la foule à Catanzaro, qui a coûté la vie à un camarade ouvrier socialiste, Giuseppe Malacaria; les auteurs de cette action ont tous été relâchés.

En même temps que ces attentats, il y a eu d'autres avec les signatures de groupes extra-parlementaires, mais qui poursuivaient la même fin provocatrice : ainsi les attentats contre les casernes à Rieti, l'Aquila et celui de Vibo Valentia; ils sont tous signés « Brigade Rouge », mais n'ont rien à voir avec elle.

Les attentats cités se produisent quelques jours avant le 2 juin. En même temps des bruits courent que ce jour-là, les fascistes ont l'intention de tenter une grande manœuvre provocatrice; l'hebdomadaire fasciste « Lo Specchio » depuis quelques semaines menait une campagne sur « la subversion contre l'armée », parlant de « bombes contre le drapeau tricolore ». A titre d'information signalons qu'un peu avant le massacre du 12 décembre, ce journal s'était signalé par une campagne hystérique contre la gauche, assurant avoir découvert « les centrales de la subversion rouge ». Autre fait révélateur, on a découvert en Calabre, Piémont, Ligurie et ailleurs des armes de guerre et des bombes, toujours chez des éléments

fascistes qui, paraît-il, ont la manie des collections... Ainsi en ont décidé les magistrats !

A l'escalade du terrorisme « noir » correspond l'escalade de la répression légalisée. Les méthodes de la police sont de plus en plus « scientifiques », arrestations illégales avant les manifestations, charges soudaines, gaz lacrymogènes et grenades offensives dans les manifestations. L'étudiant Saverio Soltarelli est tué le 12 décembre 1970 par une grenade lancée à hauteur d'homme; ratissage méthodique ensuite de 53 camarades de « Lotta Continua », arrêtés à Turin. La police intervient de plus en plus durement contre les piquets : 4 camarades de « Potere Operaio » sont arrêtés devant la FIAT, rue Manzoni, à Rome. Contre ceux qui luttent pour le droit au logement : 19 anarchistes sont arrêtés devant la FIAT, rue Manzoni à Rome. Contre après « l'évacuation » d'un immeuble occupé par des sans-logis.

Au comportement de la police correspond une parfaite cohérence de la Magistrature « indépendante » : la salle 4 du tribunal de Rome et la salle 5 de celui de Turin sont devenues célèbres, comme l'étaient les sections spéciales au temps du fascisme. La provocation continue sans arrêt, la répression policière se fait de plus en plus dure avec la complicité d'une magistrature dont l'indépendance commence à être mise en doute par un grand nombre de citoyens.

Et pourtant, pour l'instant, les groupes dits « extra-parlementaire » rencontrent, comme limite objective le reflux des luttes dont nous avons parlé plus haut, et leur propre attachement à se donner une vocation d'avant-garde, lié à la logique des « cadres politiques », logique qui les amène à juger indispensable et irrémédiable la fonction de diriger le mouvement de masse; ils freinent ainsi la prise de conscience libertaire, et retardent les possibilités pour la masse de conduire ses luttes par elle-même vers l'émancipation sociale.

Le plan réactionnaire, qui culmine dans les attentats du 12 décembre, a partiellement échoué dans la mesure où il n'a pas atteint les objectifs que les fascistes s'étaient donnés (un Etat fort, et éventuellement une Junte militaire au pouvoir). Evidemment cela n'entraîne pas dans les projets de la grande industrie, qui a repris sous son contrôle la situation politique et a empêché un éventuel virage à droite de l'axe politique italien. Pourtant ces patrons n'ont pas tout sous leur contrôle. La productivité n'accuse pas de hausse. On va vers une période de conjoncture économique mauvaise, et peut-être vers l'inflation, parce que l'agitation ouvrière peut redevenir encore plus sauvage. Les appels à l'ordre et à la productivité du gouvernement ne servent à rien, pas plus que le terrorisme patronal dans les usines (licenciements et lock-out). Celui-ci peut bien entraîner un arrêt provisoire du mouvement, mais il est inefficace contre l'absentéisme, qui a entraîné d'énormes pertes de travail en 1970.

Cela est très dangereux pour le capitalisme, parce que de ces luttes ne naît pas seulement la crise économique (ce ne serait ni la première ni la dernière, et de toutes façons le grand capital a les moyens de la résorber sans subir de graves dommages), mais de là pourrait naître, si ce n'est déjà fait, une alternative au réformisme et de là au système bourgeois.

Pour reprendre le plein contrôle de la situation, les industriels ont cherché et trouvé l'accord avec les forces réformatrices. Tandis que d'un côté le PCI et le nouveau syndicat unitaire se font les garants de la paix sociale, les patrons offrent au premier un poste au gouvernement, au second des mini-réformes, fumée dans les yeux des travailleurs. Voyons concrètement la politique des réformistes.

Pour ce qui concerne le PCI et ses interlocuteurs bourgeois; celui-ci, après un moment de perplexité devant les bombes de Milan, a su exploiter le plan, qui, dans l'esprit de ses exécutés, était dirigé contre lui, et il a retourné l'arme de la provocation contre ceux qui l'ont employée, au niveau électoral, en se faisant le parti de l'ordre et de la légalité républicaine face à la subversion de droite.

Pour ce qui concerne les syndicats, il est intéressant de noter, comment grâce à l'unification, ils peuvent acquérir du pouvoir, mais pas au profit des travailleurs. En fait, c'est le syndicat qui se présente comme seul interlocuteur valable du gouvernement et du patronat, en boycottant systématiquement toutes les initiatives spontanées de la base. Les travailleurs n'ont pas le droit de se représenter par eux-mêmes, mais ils doivent forcément faire appel aux « professionnels », aux bureaucrates syndicaux, et en d'autres termes, aux patrons eux-mêmes.

Les provocations, les bombes, ont donc eu trois objectifs : Epouvanter la bourgeoisie pour la pousser vers les « partis de la peur et de l'ordre »; freiner les luttes ouvrières et permettre la reprise de la productivité; pousser la gauche extra-parlementaire dans la clandestinité pour la marginaliser et la supprimer définitivement.

Cette situation est très dangereuse. Nous avons montré comment la bourgeoisie utilise l'arme de la provocation et de la répression pour se libérer de ceux qui peuvent être un obstacle à ses desseins. Nous avons vu comment cette manœuvre trouve des complices dans tous les partis, au parlement, comment ceux-ci se font les « exécutés particuliers » de cette politique au niveau de la condamnation et de l'isolement des fractions les plus avancées d'un mouvement qui porte en avant le discours de l'autonomie ouvrière. Dans la mesure où l'esprit révolutionnaire et libertaire diminuerait dans le mouvement populaire, nous pourrions dire que la manœuvre bourgeoise est parvenue à ses fins.

Aujourd'hui, la réponse à ce type de provocation et à la répression doit être unitaire, mais pas dans le sens habituel du terme, sur le modèle des comités antifascistes constitués par les partis bourgeois. L'unité doit être un fait beaucoup plus profond et radicalisé, en s'appuyant sur la participation réelle d'un prolétariat conscient aux luttes sociales, un prolétariat bien persuadé que la réponse à cette répression, c'est la reprise et l'avance de ces luttes qui ont été les causes premières de la répression, et cela jusqu'à la liquidation de l'Etat.

Aujourd'hui nous ne croyons pas nous trouver dans un mouvement pré-révolutionnaire. Mais la situation met objectivement en lumière de telles contradictions qu'elle peut mener à l'explosion d'une latente potentialité révolutionnaire.

L'un de ces points peut être le procès contre Valpreda, Gargamelli, Borghèse. C'est à ce niveau que doit jouer la solidarité internationale, en rappelant la signification politique du massacre de Milan et ses suites : entre autres, que des camarades croupissent depuis plus de deux ans en prison; en montrant que ces problèmes dépassent large-

ment l'Italie, et nous concernent aussi en France? Ne pas envisager la possibilité d'une montée du fascisme en Italie, ce serait pratiquer une politique de l'autruche, tandis que nos adversaires préparent des lendemains qui chantent des hymnes fascistes.

Le livre qui donne l'information la plus approfondie sur la mise en place du complot fasciste a été traduit en français sous le titre : « L'Etat Massacre », aux Editions Champ Libre (Collection Symptômes n° 1); il peut être obtenu à prix réduit en le commandant à ICO, 13 bis, rue Lavois-Rouillon, Paris (19e), CCP Paris 20 147 54.

Tous ceux qui désirent et qui peuvent soutenir financièrement l'action de nos camarades en Italie (qui doivent faire face à des frais énormes pendant le procès) doivent envoyer des mandats à : **Souscription Italie. Comité National pour les Victimes politiques. Euro Spadoni. Casella Postale n° 20. 60019. Senigallia (AN). Italie.**

Les camarades qui veulent prendre contact avec nous peuvent écrire à : **BOITE POSTALE 234, Paris (18°).**

(1) Syndicat des patrons.

(2) Nous retrouvons en France cette même distinction entre un capital désireux d'acquiescer son autonomie et un autre lié directement aux USA. Le pouvoir d'Etat Pompidolien, est un habile balancement entre ces deux tendances, représentées toutes deux dans l'appareil d'Etat. Il va sans dire que les PC italien comme le français, soutiennent le gros Capital à tendance étatique, et détaché des USA, dans la mesure où il répond à deux exigences : 1. sur le plan intérieur, c'est une voie vers les nationalisations, 2. sur le plan international, elle facilite la politique de l'URSS.

(3) C'est en effet elle seule qui a les moyens réels de mener ce jeu de la répression. Elle contrôle la plus grande partie de l'armée, de la police, de la magistrature, et elle permet aux industriels « avancés » de ne pas se mouiller dans ce jeu. C'est le sens de la présence du PSU dans le centre gauche. Service rendu, cheval de troie au sein des « réformistes ».

(4) Ce projet de désarmement de la police faisait suite à une énorme campagne de la gauche et de l'extrême gauche pour que les policiers ne portent plus d'arme lors de manifestations. La réussite de cette campagne fut certaine puisque le projet déposé au parlement avait des chances de passer. Il devait être voté quelques jours après le 12 décembre ! Evidemment, il n'en fut plus alors question. La campagne démarra à la suite des massacres de Battipaglia (été 69) qui fut un des sommets... de la violence policière. Au cours de ces dix dernières années, il y eut plus de 200 victimes de la police; dans le sud surtout.

(5) La manifestation où fut tué le policier, était en effet sur le problème du logement. On note là une tentative de division, entre les bons et les mauvais, les vrais révolutionnaires et les droits communs.

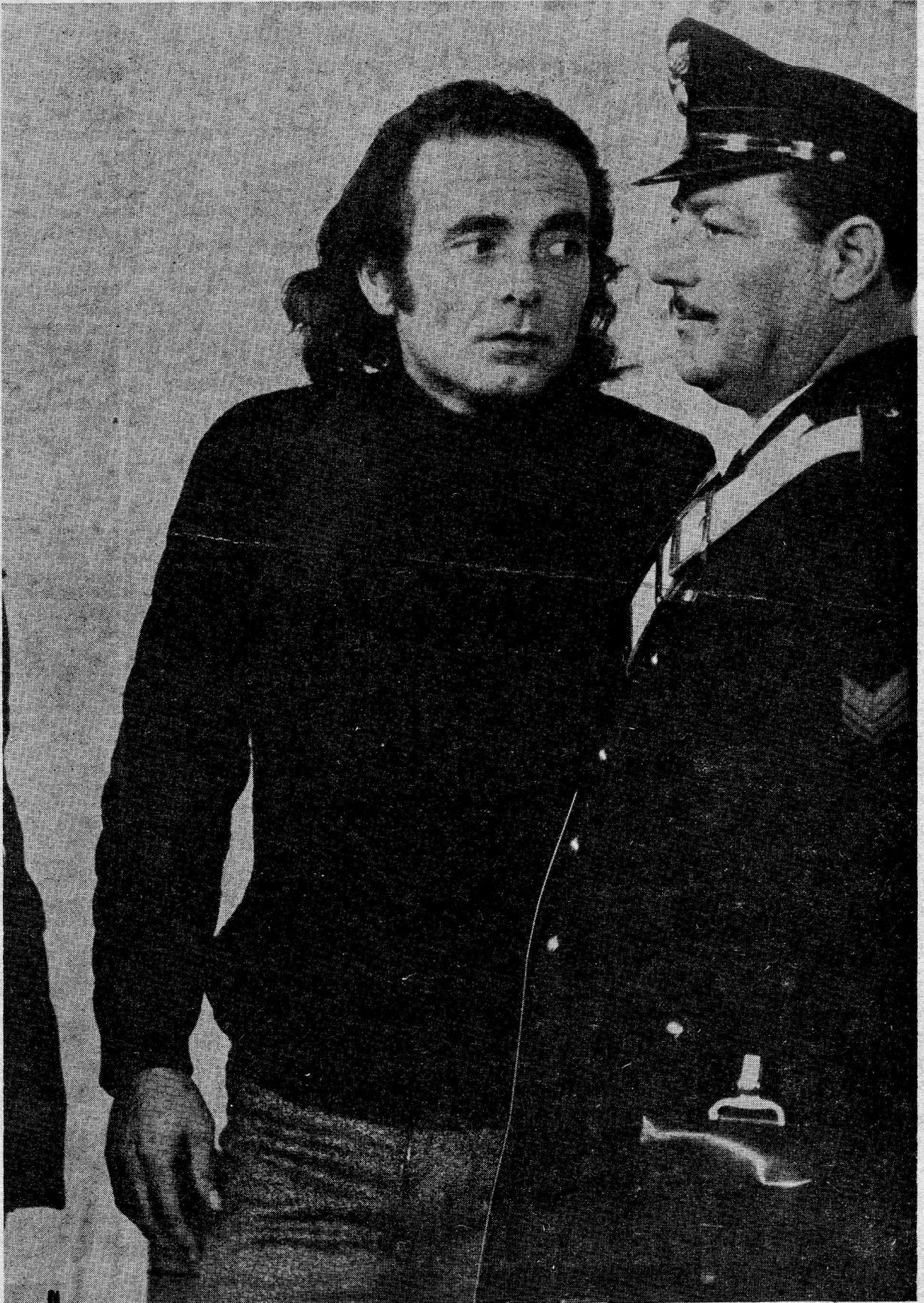
(6) Ce climat frappera toute la gauche extraparlamentaire.

(7) A ce sujet voir plus complet.

(8) Mouvement social italien — Parti fasciste parlementaire.

(9) O.N. groupe fasciste extra-parlementaire.

(10) Quotidien communiste.



LIAISON ANARCHISTE

... des Gardiens, - Croisy-le-Roi.